

Jean-René Bachelet, *Sarajevo 1995. Mission impossible*, Paris, Riveneuve Éditions, avant-propos d'Hubert Védrine, 2016, 256 pp.

Par Olivier Forcade

Le 20^e siècle commence et finit à Sarajevo. Les événements tragiques de 1995 relèvent en effet d'une histoire longue qui emboîte, du plus proche au plus lointain, les épisodes de la fin du communisme au sortir de la Guerre froide, de la Seconde Guerre mondiale, et de la Grande Guerre – qui ne fit elle-même que prolonger les guerres balkaniques de 1912-1913, l'affrontement des empires ottomans et austro-hongrois depuis les 16^e-17^e siècles jusqu'en 1918, et les guerres entre les grandes religions monothéistes.

Le général d'armée Jean-René Bachelet signe un important livre à caractère autobiographique sur la mission qu'il a remplie à Sarajevo à compter de l'été 1995. Son ouvrage campe le récit de la guerre civile en ex-Yougoslavie dans les années 1990, où s'expérimentent guerre psychologique et guerre de l'information à l'usage des opinions publiques internationales, résurgence et affrontement des nationalismes sur fond de déliquescence du communisme, divisions européennes et intervention américaine dans les affaires d'une Europe impuissante à conduire seule son destin.

Après un long envoi historique parfaitement maîtrisé, le récit s'ouvre sur la prise en otage par les Serbes de Bosnie de 200 Casques bleus le 26 mai 1995, après que l'OTAN eut bombardé un dépôt de munitions à Pale.¹ Jacques Chirac, élu président de la République trois semaines auparavant, décide le 3 juin de constituer une force de réaction rapide en mettant sur pied une brigade multinationale franco-britannique, qui a pour instruction de déployer des canons 155 AUF1 et au besoin de faire usage de ses armes. L'objectif politique est de sortir de l'enlisement et de l'impuissance du processus onusien de gestion de la crise.

Le second événement qui construit l'analyse est le massacre perpétré par les troupes du général Radko Mladic contre les habitants (musulmans) de la ville de Srebrenica, l'une des six zones de sécurité créées en Bosnie² (avec Sarajevo, Tuzla, Gorazde, Zepa et Bihac) en mai 1993. Du 13 au 16 juillet 1995, la ville, assiégée depuis un an, est prise : les populations masculines sont massacrées (8000 morts), femmes, enfants et vieillards déplacés. Ces deux événements font basculer l'image des Serbes dans l'opinion publique internationale quand les médias, orientés notamment par la campagne de l'agence américaine Rudder & Finn en faveur des Bosniaques et des Croates (p.56), exposent au monde ces violences contre les civils et les déplacements de population.

Le général Jean-René Bachelet offre ainsi à la fois un récit haletant des événements de Bosnie en 1995 et au début de 1996, une analyse du processus de décision politico-

¹ Il s'agissait de sanctionner le non-respect par les Serbes de l'éloignement de leur artillerie au-delà d'une zone de 20 km, comme exigé un an plus tôt par l'ONU pour tenter de desserrer le siège de Sarajevo (mais aussi en réaction à un bombardement à Tuzla faisant 70 victimes).

² Elles résultent de la Résolution 824 du Conseil de sécurité, pour y interrompre les combats, en retirer les forces serbes, et déployer des observateurs des Nations Unies.

militaire, le détail explicatif d'une opération d'interposition sous l'égide de l'ONU, une compréhension des mécanismes diplomatico-militaires onusiens et otaniens comme de l'Union européenne, une plongée dans l'histoire de l'Europe au sortir de la Guerre froide. Si les témoignages et les essais sont déjà nombreux sur l'affaire d'ex-Yougoslavie, ne serait-ce que parmi les responsables français et étrangers de l'époque,³ l'intérêt est souvent tout autre quand parlent ceux qui ont pris une part directe aux événements. Diplomates, chefs militaires, acteurs de la société civile, populations victimes ou actrices malgré elles, portent témoignage de leur engagement et de leur conviction, auxquels ils entendent donner explication dans une part de vérité souvent intime, et y rester fidèle. Ainsi en est-il du livre sans fard du général Bachelet.

Le livre est le récit d'un soldat et d'un chef.⁴ Alors général de brigade, J.-R. Bachelet prend le commandement du secteur de Sarajevo de la FORPRONU au début d'août 1995. Il est placé sous l'autorité du général britannique Rupert Smith et du général de corps d'armée Bernard Janvier, commandant du théâtre, alors que se sont déjà succédé de fortes figures militaires françaises à la tête de la FORPRONU depuis 1993.⁵ L'ouvrage apporte une pièce nouvelle aux livres que le général Jean Cot avait déjà publiés ou dirigés⁶ ou aux témoignages, à l'instar de celui du général Philippe Morillon, commandant de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine de septembre 1992 à juillet 1993.⁷ Aux différentes échelles de commandement, les acteurs militaires ont témoigné ou tiré des enseignements de leur participation à la FORPRONU (on pense aux textes de ce genre parus dans la très stimulante revue *Inflexions*), avant que la Cour pénale internationale de La Haye ne délivre ses verdicts sur les acteurs serbes ou bosniaques.⁸

Le livre est d'abord une analyse ferme et claire des missions onusiennes d'interposition au début des années 1990, c'est-à-dire de leurs modalités opérationnelles et stratégiques, de leurs contraintes diplomatiques et politiques, des rapports de puissance entre les États, du fonctionnement des organisations régionales, Union Européenne et OTAN, de l'ONU enfin.

³ Au premier rang desquels les politiques, de François Mitterrand à Jacques Chirac, Helmut Kohl ou John Major en passant par Hubert Védrine et Richard Holbrooke.

⁴ Né en 1944, saint-cyrien de la promotion "Centenaire de Camerone" (1962-1964), chasseur alpin, Jean-René Bachelet est déjà l'auteur, au moment où paraît le livre, d'un ouvrage intitulé *Pour une éthique du métier des armes. Vaincre la violence* (Paris, Vuibert, 2006), que ses responsabilités de commandement postérieures à l'épisode de Sarajevo éclairent : un *Livre vert sur l'éthique du soldat* fut édité à son initiative alors qu'il commandait les Écoles de l'armée de Terre (COFAT).

⁵ Par exemple, les généraux Jean Cot de juillet 1993 à mars 1994 et Bertrand de Lapresle en 1994, devenu l'adjoint militaire de l'émissaire européen Carl Bildt en 1995.

⁶ Jean Cot, *Dernière guerre balkanique ? Ex-Yougoslavie : témoignages, analyses, perspectives*, Paris, L'Harmattan, 1996 ; *Opérations des Nations Unies. Leçons de terrain (Cambodge, Somalie, Rwanda, ex-Yougoslavie)*, Paris, La Documentation française, 1996 ; *Dans l'œil du cyclone. A la tête de la Forpronu, ex-Yougoslavie juillet 1993-mars 1994*, Chiré-en-Montreuil, Éditions L'esprit du livre, 2011.

⁷ Philippe Morillon, *Croire et oser : chronique de Sarajevo*, Paris, Grasset, 1993.

⁸ Milosevic, mais pas Mladic mort en 2006, Karadzic ou Naser Oric, un défenseur de Srebrenica. On renvoie ici aux analyses de Raphaëlle Maison, *Coupable de résistance ? Nasser Oric, défenseur de Srebrenica, devant la justice internationale* (Paris, Armand Colin, 2010) et *Justice pénale internationale* (Paris, PUF, 2017) pour élargir la gamme de témoignages français et étrangers.

La France avait déjà une longue expérience de ces missions, notamment au sein de la FINUL au Liban depuis 1978, et en tant que “nation-cadre” elle assumait longtemps la direction des Opérations de Maintien de la Paix à l’ONU dans les années 1990-2000 en y déléguant des hauts-fonctionnaires. Cependant, le contexte des OMP change au tournant des années 1989-1991, puis avec l’installation de Boutros Boutros-Ghali comme nouveau Secrétaire général de l’ONU le 1^{er} janvier 1992. Sa diplomatie préventive, cœur d’un *Agenda pour la Paix* et d’une conception de la défense des droits de l’Homme qu’il entend appliquer désormais, bute sur la mise en œuvre politique et opérationnelle des missions d’inter-position depuis New York. L’absence d’entente entre les membres permanents du Conseil de sécurité ne suffit pas masquer pas les contraintes et les limites de la machine onusienne comme de la méthode Boutros-Ghali, qui ne s’appuie pas sur les délégations diplomatiques à l’ONU pour décider et agir.⁹ Son haut-représentant civil, M. Akashi, ne se résigna jamais au recours à la force, et qu’à contrecœur aux ressources des articles du chapitre 7 de la charte des Nations Unies sur les viols d’embargos et de blocus par les parties. Alain Dejammet, ambassadeur de France et haut représentant de la France aux Nations Unies de 1995 à 1999, a bien expliqué les ressources et les contraintes de la mécanique onusienne en 1995, puis la tentative française de dépasser ces blocages dès l’installation au pouvoir d’un Chirac très volontariste en politique militaire et extérieure.¹⁰ Il n’en demeure pas moins que le Secrétariat général des Nations Unies, en dépit de la tentative de mise sur pied de moyens propres de renseignement en 1993-1995, n’a pour moyens militaires que ceux que les États veulent bien effectivement mettre en œuvre.¹¹

C’est bien l’un des intérêts majeurs de l’ouvrage du général Bachelet que de montrer cette contrainte opérationnelle et politique de l’action extérieure. Même si elle mérite d’être considérée en elle-même et pour elle-même, l’action militaire n’existe pas seule : les commandements organique et opérationnel dépendent d’une chaîne qui mène d’un côté à Paris (à l’Élysée), de l’autre à New York (à l’ONU). L’auteur excelle à instruire l’analyse critique des processus de décision militaire et de politique étrangère, entre États, institutions internationales, états-majors, groupes de pression ou *think tanks* qui relaient ou activent des opinions publiques. Les conclusions sont nettes, bien sûr, sur l’impuissance des Nations Unies. La multiplication des opérations de maintien de la paix dans le temps de sortie de la Guerre froide s’accompagna de bien des erreurs, d’ajustements et de renoncements de doctrine et d’action : à l’échelle du terrain bosniaque et à hauteur d’homme, Jean-René Bachelet démonte la tension permanente entre les responsabilités individuelles et collectives en rappelant la nécessité pour le chef militaire de toujours rechercher le but politique de l’action engagée, et de retrouver les principes militaires élémentaires, entre règlements de discipline et doctrine militaire ou tactique générale. Les

⁹ Cf. sa biographie récente, signée d’Alain Dejammet, *Boutros Boutros-Ghali. Une histoire égyptienne*, Paris, Erick Bonnier Éditions, 2015.

¹⁰ Alain Dejammet, *Supplément au voyage en Onusie*, Paris, Fayard, 2003.

¹¹ C’est ce que montre la thèse de doctorat récente du colonel Vincent de Kytspotter, *Le renseignement dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, ou le mythe de Sisyphe des Casques bleus*, sous la direction d’Emmanuel Decaux, Université Paris II-Assas, 2016.

passages sont passionnants sur l'analyse opérationnelle du siège de Sarajevo, sur le passage vers le Mont Ingman, les postes avancés de la FORPRONU qui exposent la vulnérabilité du dispositif tactique depuis la prise en otage de 200 Casques bleus en mai 1995 et la prise du pont de Verbanja par les Serbes le 27 mai, entre le Sarajevo bosniaque et des immeubles serbes de Grbavica. "Retrouver les fondamentaux de l'action militaire" se traduira immédiatement, le jour même, par la reprise du pont et du poste de Verbanja, au prix de deux morts, par la section Helluin du 3^e RIMA, sous les ordres du capitaine Lecointre et du colonel Sandhal.

Le récit expose bien la difficulté pour le "soldat de l'ONU" à retrouver le combat, otage de la dialectique paix-guerre qui l'enferme dans l'impuissance de la diplomatie et les limites du droit international – jusqu'à la décision française du général Gobillard de "reprendre les armes", en dépit d'instructions prudentes de l'état-major des Armées, mais avec l'aval de Jacques Chirac. J.-R. Bachelet démêle implacablement le rôle des différents acteurs civils et militaires.

Si le livre est un récit militaire, il est aussi une analyse crue de la politique internationale. Le rôle des États est remarquablement scruté, dans une perspective historique aussi large que bienvenue, en son premier chapitre. La question de l'affrontement des empires austro-hongrois et ottomans, des religions musulmane, juive et chrétienne, notamment de l'Église orthodoxe, offre une coupe sur les ressorts nationalistes et confessionnels qui se surimposent aux questions géopolitiques pouvant opposer les groupes ethniques serbes ou croates autour des buts propres qu'ils poursuivent dans leurs régions de peuplement. Des explications très fines permettent ici de comprendre l'écheveau des divergences, y compris à l'intérieur de ces groupes, s'agissant des revendications territoriales : par exemple, des Serbes en Voïvodie, à l'est de la Croatie, en Bosnie, dans le Banat près de la frontière roumaine.

C'est que l'histoire, ainsi que le rappelle remarquablement l'auteur, commence pour les Serbes avec la grande migration quand, défaits par les Turcs, ils furent installés au 16^e et 17^e siècle par l'empire des Habsbourg dans ses confins militaires, zone-tampon de 30 km de large sur 1000 de long qui leur offrit un refuge.¹² Cette installation défensive voulue par les Autrichiens, avec exemption fiscale et propriété des terres contre service armé, a fixé sur un *limes* dans les Krajina les populations serbes fuyant les Ottomans au 16^e siècle : elle est l'une des origines de la répartition géographique des minorités serbes dans les Balkans occidentaux.

Elle explique également la culture de violence guerrière serbe,¹³ toujours prête à se rallumer face aux incursions des janissaires ou des ennemis, et qui connaît une résurgence tragique dans les années 1990. Les caches d'armes, le trafic d'armements, la dissimulation de stocks de munitions font partie de l'histoire de ces populations, ce qui rend difficile de

¹² Cf. Jean Nouzille, *Histoire de frontières : l'Autriche et l'empire ottoman*, Paris, Berg International, 1991.

¹³ Les Serbes n'en ont toutefois pas le monopole, selon l'auteur (pp.46-47) : les Croates notamment, en Herzégovine et en Bosnie occidentale face aux Musulmans, montrent de semblables dispositions.

distinguer entre activités guerrières, criminelles et, en l'occurrence, mafieuses en ex-Yougoslavie. L'attitude de l'Allemagne, qui – révèle l'auteur – y livre des armes issues des stocks de l'ancienne RDA, ou de l'Arabie saoudite, qui finance la levée de combattants djihadistes et de la brigade Al Moudjidine en Bosnie en 1993-1995, n'a fait qu'aggraver la situation. Le blocus international décrété par l'ONU et les embargos sur les armements n'y changèrent rien, contournés qu'ils étaient par des États extérieurs (lesquels pouvaient par ailleurs avoir été officiellement associés à la prise de ces sanctions internationales). La politique de Boris Eltsine montre également des évolutions rapides au tournant de la première guerre de Tchétchénie, qui marque un basculement de la diplomatie russe avant la guerre du Kosovo du printemps 1999 et le bombardement de Belgrade par l'OTAN. La solidarité orthodoxe n'en est pas le seul ressort, bien sûr, car il y a une géopolitique russe ancienne dans les Balkans.

Le livre apporte beaucoup également sur le rôle des États-Unis et de l'OTAN. S'il est traditionnel de voir dans la signature des accords de Dayton, imposés aux Serbes en novembre 1995, un basculement dans leur attitude à l'égard du conflit en ex-Yougoslavie, il convient de le relativiser : l'OTAN était déjà actif avant-même Dayton par des moyens d'abord aériens, qui pallient le déficit d'armement lourds de la FORPRONU. L'idée d'un abstentionnisme américain sous le premier mandat de Clinton, qui n'en fit certes pas une priorité de sa politique extérieure, est ainsi nuancée par l'ouvrage. Il n'y a en définitive pas eu substitution de l'OTAN au Conseil de sécurité des Nations Unies à ce moment, à la faveur d'un unilatéralisme américain d'autant plus ferme que l'impuissance européenne aurait été constatée. Il y eut une diplomatie coercitive américaine, mélange de force et de droit, qui influence jusqu'au choix de l'émissaire européen, Carl Bildt – lequel, selon l'auteur (qui date l'implication américaine de 1994-1995), allait défendre plus résolument la vision américaine que celle de l'Europe.

L'étude de l'opération *Deliberate Force*, le 29 août 1995 après le bombardement serbe de la place Markalé à Sarajevo, est très éclairante sur la méthode américaine : utiliser les bombardements aériens contre les Bosno-Serbes en Bosnie en dépit de la présence au sol de troupes onusiennes (Français, Anglais, Russes, Ukrainiens) et de moyens d'artillerie (qui tirent 1300 obus sur le pays serbe le 29 août) déployés par la France. Cet emploi de la force aérienne marque une différence, déjà connue, de conception de l'emploi de celle-ci entre Européens et Américains. Après le basculement politico-diplomatique et stratégique provoqué par l'opération *Deliberate Force*, les pressions américaines, assises sur la menace puis le recours à la force, jouèrent à fond, y compris pendant les négociations de Dayton (1^{er}-21 novembre 1995), avant la signature, le 14 décembre à Paris, de ces accords entérinant un partage de la Bosnie et le déploiement de l'IFOR. La gestion américaine de la crise contraste de manière saisissante avec les tergiversations et divisions européennes des trois premières années de guerre, mais aussi avec le tempo et les moyens (plus qu'avec l'approche) de l'action diplomatique et militaire française. Ici encore, le livre est très convaincant. C'est bien sous le premier mandat de Chirac, entre 1995 et 2002, que la France marque des écarts croissants d'analyse et bientôt d'action avec la diplomatie

américaine sur la question yougoslave, puis sur celle de l'attitude à adopter à l'égard de l'Irak de Saddam Hussein lors de la recherche par l'UNSCOM d'introuvables armes de destruction massive. Le livre offre ici un regard très précis et en partie neuf, qui fait contraste avec l'interprétation américaine, notamment celle du diplomate Richard Holbrooke (1941-2010) qui mena à Dayton et sur place les négociations côté américain.¹⁴

Les déplacements de populations ont été au cœur de la guerre de l'information à laquelle Jean-René Bachelet consacre des développements passionnants, en particulier sur la tardive prise en compte de cette dimension en France, y compris par les politiques sinon par les armées, à l'heure de la "révolution des affaires militaires" après la première guerre du Golfe de 1990-1991. La guerre, fût-elle civile, se livre bien également sur des écrans, par la manipulation des informations et la fabrication des rumeurs. À l'heure de la mise en œuvre du droit d'ingérence par les puissances du *statu quo* à l'aube des années 1990, et avant la "responsabilité de protéger" auxquelles sont parvenues les années 2000, l'art de la guerre s'en trouve changé. Les conséquences de l'opération *Deliberate Force* sont fortes de ce point de vue.

À bien des égards, l'ouvrage du général Jean-René Bachelet est un passionnant bréviaire de la guerre à l'époque contemporaine.

Olivier Forcade

Professeur à la Sorbonne

¹⁴ Richard Holbrooke, *To End a War*, New York, Random House, 1998.